

ANNEXE 4

- *Délibération du 21 mai 2012 relative à l'acceptation de cession par voie d'adjudication*

Département

Indre et Loire

Date de la convocation

15 mai 2012

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE
BEAULIEU-lès-LOCHES

Séance du 21 mai 2012

L'an deux mil douze, le vingt-et-un mai à vingt heures trente, le
Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la
présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents :

Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MÉREAU, M. Yves BANDEVILLE, Mme Georgette BARRAULT,
Mme Raymonde VEQUAUD, M. Joël ANTIER, M. Jean-Claude DUPAS, Mme Michèle GRATADE,
Mme Monique GUÉRY, M. Jérôme TARNIER, Mme Michèle VILLATTE, M. Pascal BEAUSSIER.

Absents excusés : Mme Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Michèle VILLATTE).

Absents : M. Fabrice DAVOIGNEAU, M. Frédéric DUPUIS, Mme Dominique MACÉ, Mme Estelle PATOZ,
M. Olivier PIQUEUX.

DCM 2012-045. VENTE TERRAIN IMPASSE SAINTE-CATHERINE

Vu l'article L.2241-6 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu les articles 83 et suivant du code des marchés publics de 2006

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune a acquis en 2011 des parcelles situées impasse Sainte-Catherine (cadastrées section AD 36-37 et 214) afin de permettre la création d'un chemin piétonnier prolongeant l'impasse Ste-Catherine vers le chemin des Ecoliers, et assurant la sécurité des enfants et des vélos. Le terrain acquis est toujours classé dans le domaine privé de la Commune.

Mme le Maire rappelle au conseil qu'une partie des parcelles AD 36-37 n'est pas nécessaire à l'élaboration de ce projet de chemin piétonnier. La ville n'a pas l'utilité de conserver dans son patrimoine privé ce bien qui n'a pas vocation à être utilisé pour effectuer une mission d'intérêt général. Ce terrain d'une surface d'environ six ares, est classé en zone UBa, constructible, dans le Plan d'Occupation des Sols.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de procéder à la cession du terrain par voie d'adjudication publique, car elle apparaît comme étant la plus cohérente et transparente, la désignation du lauréat est alors attribuée à l'offre économique la plus avantageuse. Une publicité de la vente par les journaux et affichage, avec possibilité de visite, sera organisée.

Une estimation par le service des Domaines n'est légalement pas obligatoire pour une commune de moins de 2000 habitants. Une demande a néanmoins été formulée, sans réponse à ce jour. Le Conseil doit fixer un prix minimum de vente. Le maire et les adjoints proposent le prix de 30 k€..

Madame le Maire propose que le Conseil Municipal fixe le prix minimum de vente à 30 k€, l'autorise à arrêter les conditions et à cet effet, à dresser le cahier des charges d'adjudication en conformité avec les caractéristiques essentielles de la vente, à le signer, à fixer la date et le lieu de l'adjudication, à effectuer toutes les publicités utiles, ainsi que de signer tous les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- Décide de vendre le terrain à bâtir situé au nord du futur chemin Sainte-Catherine, issu des parcelles cadastrées section AD n°36 et 37p, pour une superficie d'environ six ares et pour un prix minimum de 30 k€.

- Autorise Madame le Maire à procéder à la vente du terrain situé impasse Sainte-Catherine par adjudication publique
- Autorise Madame le Maire à arrêter les conditions et à cet effet, de dresser le cahier des charges, de le signer, de fixer la date et le lieu de l'adjudication, à effectuer toutes les publicités utiles, ainsi que de signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

Certifié exécutoire par le Maire
Compte tenu de la réception en
Sous-préfecture, le 23.05.12
Et de la publication, le 23.05.12

Pour copie conforme,
Le Maire,



[Signature]



[Signature]

ANNEXE 5



➤ *Plan d'état des risques naturels*



LEGENDE






PM1 servitude résultant du PPRI indre

Zones A inondables non urbanisées ou peu urbanisées, inconstructibles sauf exceptions.

| | | |
|---|----|----------------|
|  | A1 | aléa faible |
|  | A3 | aléa fort |
|  | A4 | aléa très fort |

Lorsque la largeur de la zone inondable est inférieure à 600m, les nouvelles plantations ne sont pas autorisées (cf. règlement).

Zones B inondables urbanisées, constructibles sous conditions.

| | | |
|--|-----|--|
|  | B1 | aléa faible |
|  | B1b | aléa faible dans les zones d'urbanisation dense |
|  | B3 | aléa fort |
|  | B3b | aléa fort dans les zones d'urbanisation dense |
|  | B3v | aléa fort dans les zones urbanisées particulièrement vulnérables |



A1 Servitudes relatives à la protection des bois et forêts soumis au régime forestier



AC1 Servitudes de protection des monuments historiques



I3 Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et distribution de gaz



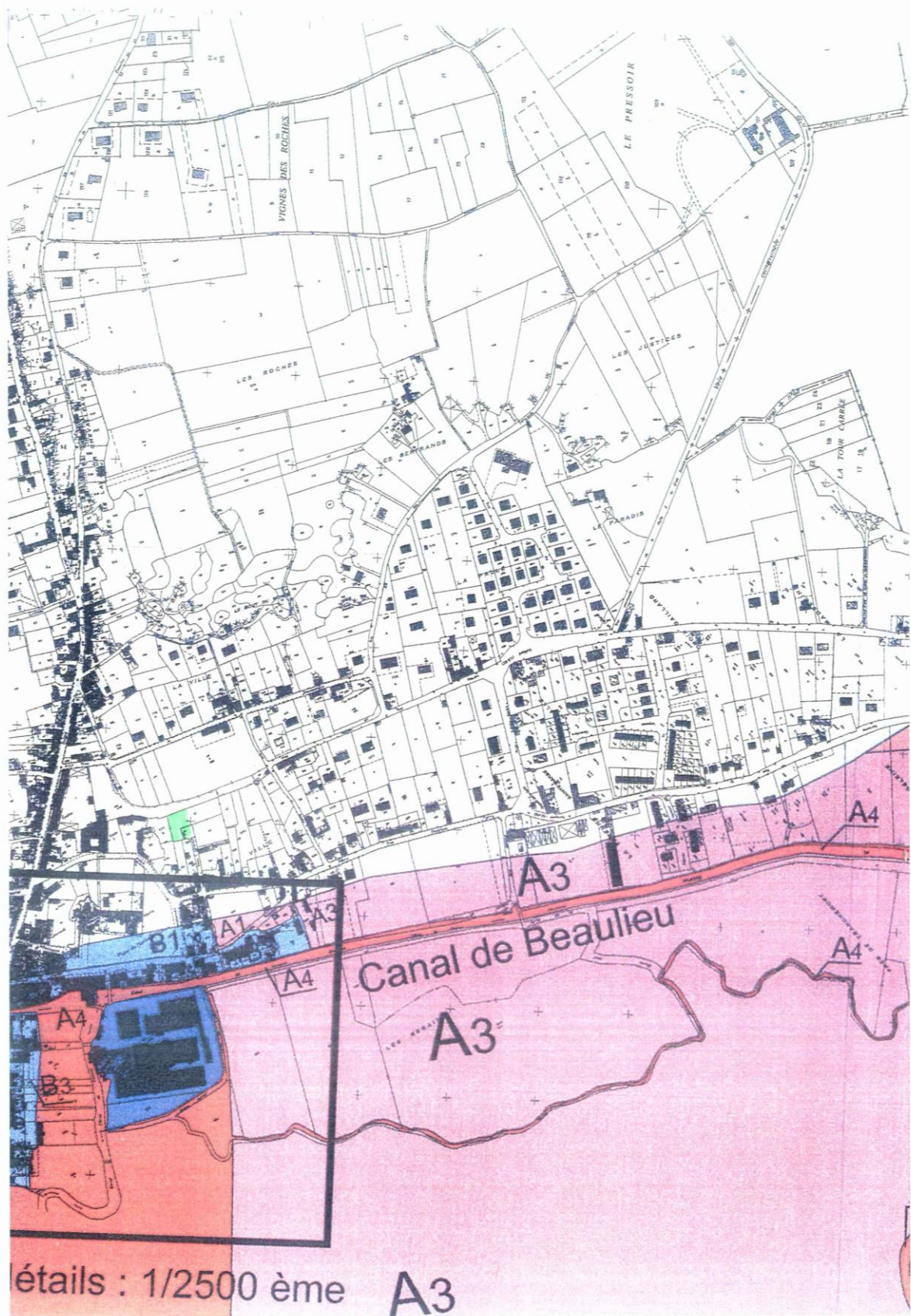
I4 Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (alimentation générale et distribution)

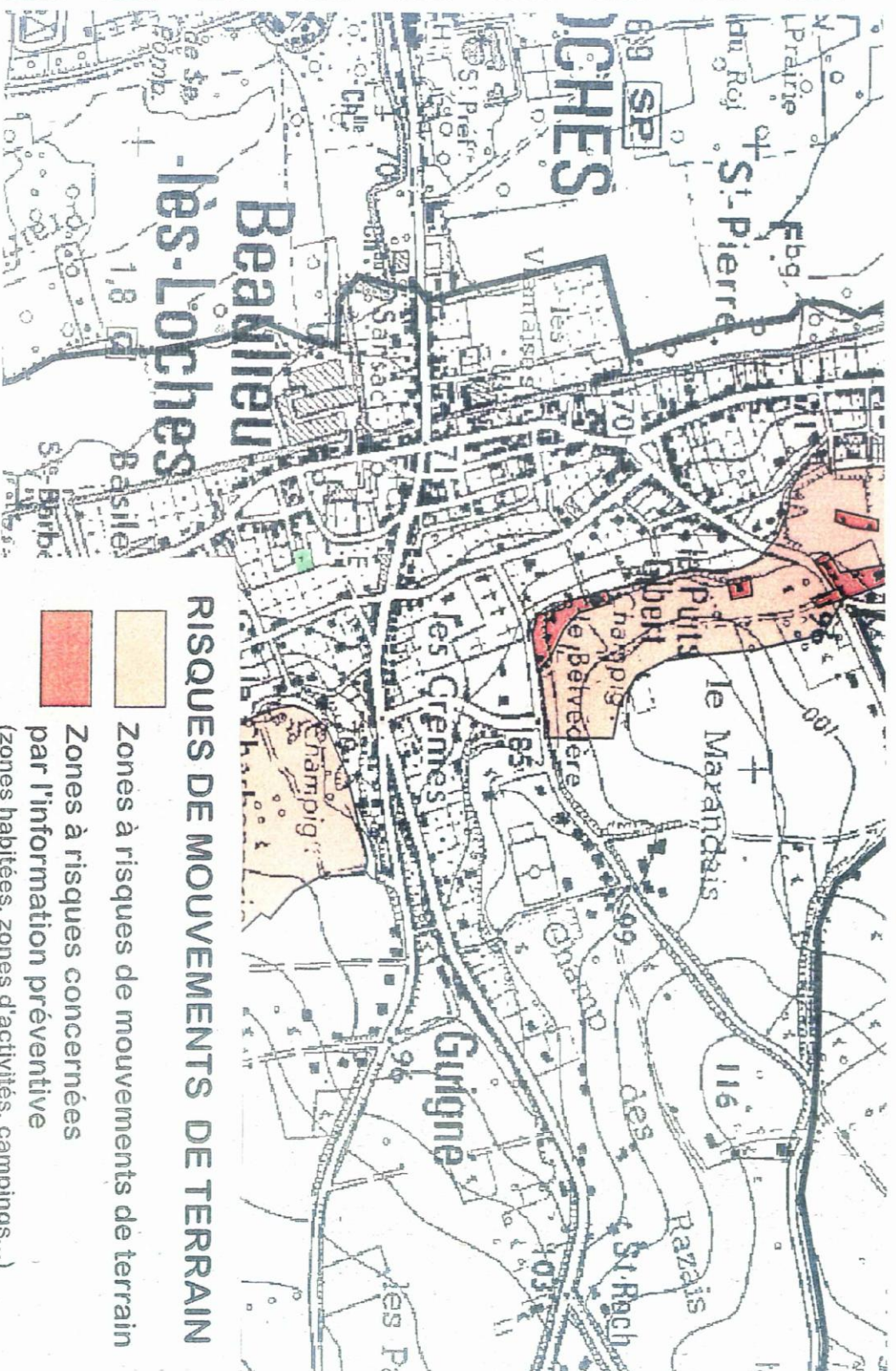


PT3 Servitudes attachées aux réseaux de télécommunications des postes et télécommunications



T1 Servitudes relatives aux chemins de fer





RISQUES DE MOUVEMENTS DE TERRAIN

- Zones à risques de mouvements de terrain
- Zones à risques concernées par l'information préventive (zones habitées, zones d'activités, campings...)

1000m.